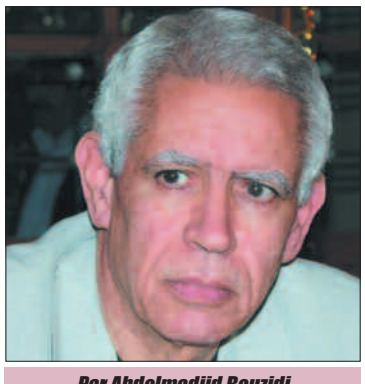
Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

ÉGYPTE

L'armée veut-elle vraiment une transition démocratique ?



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

Où va l'Egypte de l'après-Moubarak ? Incertitude politique et économie dans le rouge : les Egyptiens sont inquiets. On entre dans le sixième mois de la «révolution du 25 janvier» et la situation politique est toujours confuse. C'est un collègue politologue égyptien qui me rappelait : «On sait ce que l'on a cassé mais en ne sait toujours pas ce que l'on va construire à sa place, ni comment s'y prendre !»

Allant plus loin, la jeunesse égyptienne est sans retenue : «Notre révolution s'effondre !» peut-on lire sur la page du réseau social Facebook qui appelle à participer à la «2e révolution de la colère» le 8 juillet 2011.

On en veut à l'armée et à son «conseil suprême des forces armées» qui chercherait à gagner du temps et aurait oublié ce pourquoi le peuple égyptien s'est soulevé. L'armée semble vouloir continuer à gouverner selon les mêmes méthodes du système Moubarak : répression, iniquité dans la justice rendue, non-respect des droits et des libertés. La jeunesse égyptienne soupçonne l'armée de vouloir gérer une transition à la faveur de la continuité du système. Les analystes politiques vont même plus loin et avancent l'hypothèse selon laquelle l'armée égyptienne travaillerait, avec l'accord des USA et l'appui de l'Arabie saoudite, à la réalisation d'un scénario à la pakistanaise qui consisterait pour elle à rester aux commandes mais déléguant le pouvoir aux religieux.

L'ex-secrétaire général de la Ligue arabe, dont le mandat vient d'arriver à son terme, Amr Moussa, fera, à n'en pas douter, un excellent candidat à l'élection présidentielle aussi bien pour le Conseil suprême des forces armées que pour les Etats-Unis d'Amérique.

L'hypothèse n'est pas du tout saugrenue ni irréaliste. La société turque aussi fonctionne bien avec un parti religieux au pouvoir et une puissante armée qui veille au grain mais ici les grands principes de la démocratie représentative sont respectés et la gouvernance économique est jusqu'à présent bien performante. En Egypte, les différents sondages réalisés sur les législatives prévues pour septembre 2011 donnent une large victoire des Frères musulmans qui, par l'intermédiaire de leur nouveau parti légalisé, le Parti de la liberté et de la justice PLJ, remporteraient la majorité des sièges dans le futur Parlement. Ce nouveau parti (le PLJ) compterait 8 000 membres fondateurs dont 80% viennent de la confrérie des Frères musulmans. Un sondage réalisé par le «Pew Research Central» durant la période du 24 mars au 7 avril 2011 révèle que 75% des Egyptiens ont une opinion favorable ou très favorable des Frères musulmans. Et, fait intéressant à relever, Hilary Clinton a expliqué lors d'un point de presse tenu récemment à Budapest qu'«avec le changement politique en Egypte, il est dans l'intérêt des Etats-Unis de dialoguer avec toutes les parties se montrant pacifiques et non violentes». Et elle a précisé : «Les Etats-Unis continuent leur approche de contacts limités» avec les Frères musulmans. Et ce mercredi au Caire, Wiliam Burns, un de ses proches collaborateurs, a invité les autorités égyptiennes à conduire «un processus politique ouvert et qui rassemble».

Les Frères musulmans, sûrs de leur position favorable sur l'échiquier politique égyptien, ont d'ailleurs rejeté fermement l'idée, évoquée par le Premier ministre, d'un éventuel report des élections législatives. Mais, précise le PLJ, il ne présentera pas de candidat à l'élection présidentielle. Enfin, et pour terminer le tableau, les Frères musulmans soutiennent ouvertement le gouvernement militaire, dénonçant les dernières protestations de la rue et attaquant les «laïcs et communistes» pour les avoir organisées.

«Notre économie est en danger»

Sur le plan économique, la situation n'est pas plus rassurante. La croissance économique en 2011 ne sera que de 1% si l'on en croit le FMI contre 6% prévus. Les exportations vont baisser de 40% et le taux de fonctionnement de l'économie ne sera que de 50%.

Le secteur du tourisme, secteur crucial pour l'économie égyptienne, a enregistré déjà, depuis le soulèvement populaire des pertes de recettes de 2,27 milliards de dollars. (Le tourisme a rapporté en 2010 des recettes de 13 milliards de dollars pour 15 millions de visiteurs, un record !).

Enfin, les grèves pour hausse des salaires ont déjà fait perdre à l'économie 1,1 milliard de dollars.

Dans le domaine des dépenses publiques, la hausse de 15% des salaires des fonctionnaires et des pensions promise par Moubarak va coûter 750 millions d'euros et les réparations des dégâts occasionnés par les manifestations et les émeutes coûteront 840 millions d'euros.

Pour résumer la situation financière de l'Etat égyptien, on peut rappeler que la dette publique interne et externe va atteindre en 2011, 90% du PIB (dont 73% pour la dette interne). Les réserves de change sont de 28 milliards de dollars. Pour remettre l'économie égyptienne en marche, le besoin de financement pour 2011 est évalué à quelque 12 milliards de dollars. Les autorités égyptiennes comptaient sur les accords qu'elles étaient sur le point de signer avec le FMI (3 milliards de dollars) et la Banque mondiale (2,2 milliards de dollars), accords qui ont été annulés sous la pression populaire qui refusent les programmes d'austérité qu'auraient imposés ces institutions financières internationales. Le soutien financier du G8 a, de son côté, été décevant puisqu'il renvoyait l'Egypte à des accords bonifiés avec les banques commerciales qui auraient alourdi le fardeau de la dette.

Pauvreté et inégalités sociales sont toujours là

La population égyptienne qui vit avec deux dollars par jour est estimée à 30 millions de personnes. Cette situation de plus en plus insoutenable inquiète les économistes égyptiens qui mettent en garde les autorités : «Attention à la révolte des pauvres !» qui risque d'être la seule réponse des Egyptiens aux insupportables inégalités sociales et l'absence de perspective pour la jeunesse avide de changement. Enfin, les syndicats rappellent quotidiennement qu'«il faut donner maintenant aux travailleurs égyptiens les moyens d'une vie digne !»

L'Egypte est à la croisée des chemins. Trois problèmes complexes restent à résoudre dans un contexte où l'Etat lui-même est sujet à controverse :

1/ Prendre en charge les fortes attentes sociales

2/ Réduire l'incertitude politique

3/ Stopper la poussée de violence interconfessionnelle.

Mais c'est Tocqueville qui rappelait : «Il n'est rien de plus ardu que l'apprentissage de la liberté… Il se fait généralement au milieu des tempêtes et se perfectionne dans la discorde civile.» (in «La démocratie en Amérique»)

S'il y avait une seule leçon à retenir de cette expérience égyptienne de transition démocratique encore en cours (et la leçon est valable pour l'expérience tunisienne), c'est celle d'être à l'écoute des souffrances et des attentes de la société et surtout de «jouer réellement et avec conviction le jeu du changement» qu'exige la situation. **A. B.**

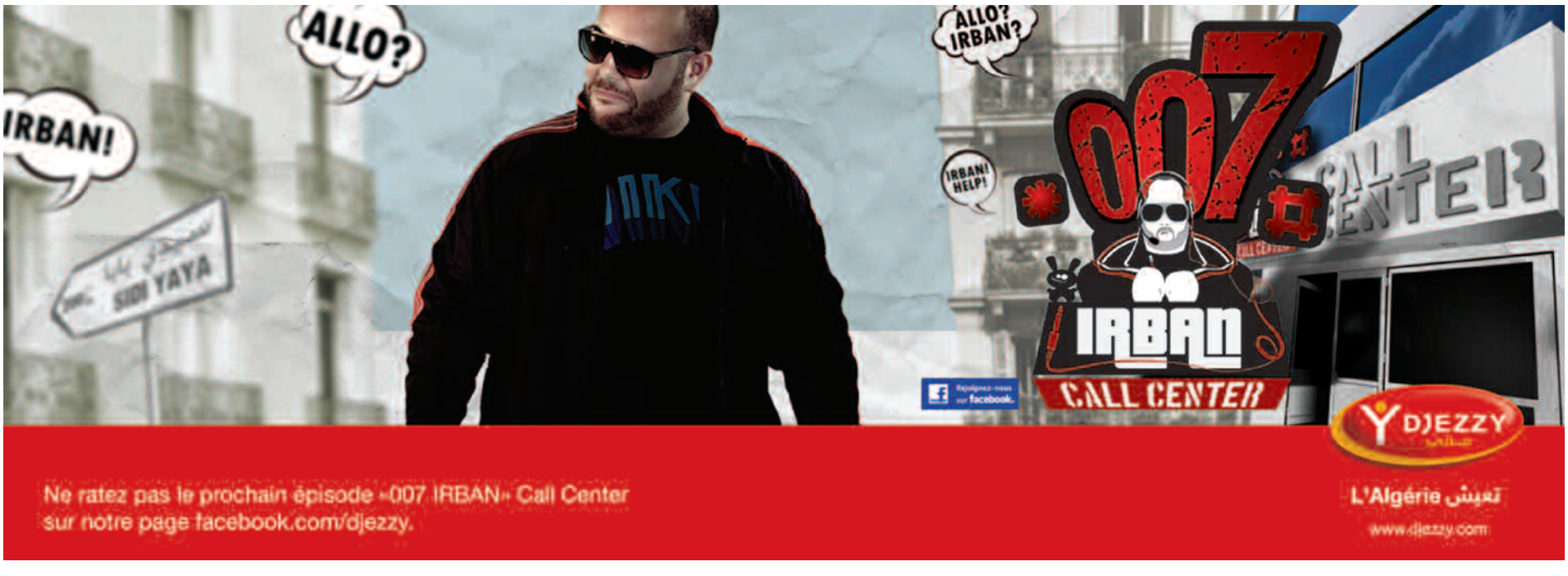
POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Balayer devant sa porte avant de déclarer les poubelles du voisin puantes et nocives !

Nouveau rebondissement dans l'affaire Strauss-Kahn. L'une de ses camarades de l'école primaire va porter plainte contre lui. A l'époque, Dominique lui avait offert un bonbon dans la cour de récréation.

Le vilain !

Je nous trouve quand même un brin culottés ! Et pas n'importe quelle culotte ! Une triple XL ! Comment bon Dieu peut-il encore se trouver parmi mes compatriotes certains futés qui osent gloser sur le dernier scrutin marocain ? Comment peut-on de notre côté de la mauvaise foi faire la fine bouche sur le processus de réformes engagé là-bas, ergoter sur les chiffres de cette élection, se pincer le nez et conclure avec un aplomb plombé «au vote truqué» ? Pas nous, yal' khawa ! Surtout pas nous, en matière d'élections abracadabrantesques, d'urnes opaques et bourrées jusqu'au viol, de résultats bidouillés à souhait et de quotas préparés à l'avance et dégageant des odeurs nauséabondes de surgelés mal décongelés. Tout le monde sauf nous sur ce registre-là de la fraude, s'il vous plaît ! Et puis, sur la teneur et la consistance des réformes engagées par le monarque marocain. Là aussi, pas nous ! De grâce, pas nous ! Parce qu'au moment même où mes «chers compatriotes» se riaient de la démocratie à la marocaine, des médecins résidents algériens se faisaient tabasser aux portes jamais atteintes du palais présidentiel, à El Mouradia. Alors, là aussi, camembert, mes frères ! Il ne s'agit pas de décréter à partir d'ici à l'exemplarité des réformes engagées par le Maroc. Mais sans aller jusque-là, la moindre des décences lorsqu'on vit sous un régime comme le nôtre, un régime qui exfiltre le fils d'un ambassadeur actuellement en poste, fils impliqué jusqu'au cou dans une très grosse affaire en l'envoyant respirer un air européen moins vicié que celui du pénitencier d'El Harrach, on n'a pas le droit ensuite de venir donner des leçons de moralité au Makhzen et au système de gouvernance et de gestion marocain. Bon Dieu ! Serions-nous plus royalistes que les responsables du Mouvement marocain du 20 février, lesquels à l'issue du dernier scrutin se sont retrouvés divisés sur la teneur de leurs revendications, certains d'entre eux estimant qu'un pas important avait été franchi par Mohamed VI ? Sans même entrer d'ailleurs dans ce débat maroco-marocain, évitons quand même de nous prendre pour des docteurs Maboulette et de prescrire à nos voisins des ordonnances de démocratie en gélules et en injectables, lorsque chez nous, cette pratique de la médecine est déclarée hors-la-loi, est interdite et peut conduire ses auteurs en taule. Juste ça. Sans plus ! En clair, balayons devant nos portes avant de déclarer les poubelles du voisin puantes et nocives ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue. H. L.